Statuts

de Première ligne

Association genevoise de réduction des risques liés aux drogues¹

¹ Ce terme a été préféré à « substances psychoactives », certes moins réducteur, mais plus long et moins accessible.

Chapitre 1 – Dispositions générales

Art. 1 : Nom

1 Sous le nom « Première ligne », il est créé une association au sens des articles 60 et suivants du Code civil suisse (ci-après : l'association).

2 Elle est indépendante de toute organisation politique, idéologique ou confessionnelle.

Art. 2 : But

1 L'association a pour mission d'offrir aux usagers de drogues un soutien inconditionnel et des outils pour réduire les risques liés à leurs consommations en favorisant leur dignité et leur intégration sociale à Genève. Par ce biais, Première ligne contribue au bien vivre ensemble et à une meilleure maîtrise et compréhension des problèmes liés aux drogues.

2 L'association ne poursuit aucun but lucratif. Elle peut adhérer à toute association ou organisme qui lui permettent de poursuivre ces buts.

Art. 3 : Siège

L'association a son siège à Genève.

Art. 4 : Durée

L'association est créée pour une durée indéterminée.

Chapitre 2 : Membres

Section 1 : Acquisition de la qualité de membre

Art. 5 : Conditions de fond

1 Toute personne physique ou morale qui approuve les statuts et les buts de l'association, à l'exception des employés de cette dernière, peut en devenir membre.

2 Les employés de l'association sont soumis à un délai moratoire de 24 mois entre la fin de leur contrat et le dépôt de leur demande d'adhésion.

Art. 6 : Procédure

1 Les demandes d'adhésion sont adressées par écrit au siège de l'association.

2 La procédure d'admission est déléguée au Comité qui se prononce sur chaque demande d'adhésion.

3 Un refus n'a pas besoin d'être motivé.

4 La qualité de membre commence dès l'admission. Elle est valable dès l'année civile en cours.

5 Les membres paient une cotisation annuelle conformément à l'art. 37.

6 Le Comité informe l'Assemblée générale des nouvelles adhésions à chaque Assemblée générale.

7 L'Assemblée générale se réserve la faculté de pouvoir limiter le nombre des membres de l'association.

Section 2 : Perte de la qualité de membre

Art. 7 : Généralités

1 La qualité de membre se perd par démission, non-paiement de la cotisation, décès ou dissolution de l'association.

2 Un membre démissionnaire ou exclu n'a aucun droit à l'avoir social de l'association.

Art. 8 : Démission

1 Tout membre peut démissionner en tout temps par une déclaration écrite adressée à la Présidence de l'association.

2 La Présidence informe l'Assemblée générale qui prend acte de la démission.

3 Les cotisations pour l'année en cours restent dues à l'association.

Art. 9 : Exclusion

1 L'exclusion d'un membre sans indication de motifs peut être prononcée, sur préavis du Comité, par l'Assemblée générale.

2 Avant décision, l'Assemblée générale donne à l'intéressé la possibilité de s'exprimer, par oral ou par écrit.

Art. 10 : Perte automatique

1 Le non-paiement de la cotisation annuelle, suite à un rappel resté impayé, entraîne la perte automatique de la qualité de membre.

2 L'association en informe l'intéressé par écrit.

Chapitre 3 : Organes

Section 1 : Généralités

Art. 11 : Organes

1 L'association est composée des organes suivants :

- a. L'Assemblée générale ;
- b. Le Comité ;
- c. La Direction ;
- d. L'Organe de révision.

Section 2 : Assemblée générale

Art. 12 : Constitution

1 L'Assemblée générale est l'organe suprême de l'association.

2 Elle se compose de l'ensemble des membres de l'association.

Art. 13 : Compétences

1 L'Assemblée générale jouit de toutes les compétences qui ne sont pas expressément délégués à d'autres organes de l'association. Elle exerce en outre les compétences suivantes :

- a. Elle statue sur la politique générale de l'association ;
- b. Elle adopte et modifie les statuts ;
- c. Elle élit les membres du Comité et parmi ceux-ci la présidence de l'association, simple ou collégiale ;
- d. Elle décide, sur préavis du Comité, de l'exclusion d'un membre ;
- e. Elle nomme l'organe de révision ;
- f. Elle décide si elle donne décharge au Comité et à l'Organe de révision ;
- g. Elle approuve les rapports d'activités et les comptes de l'année civile écoulée ;
- h. Elle fixe le montant des cotisations et des autres contributions ;
- i. Elle prend les décisions que lui attribuent les présents statuts ;
- j. Elle décide de tout objet dont le Comité ou une Assemblée générale précédente la saisirait ;
- k. Elle statue sur la dissolution de l'association.

Art. 14 : Séances

1 L'Assemblée générale se réunit de manière ordinaire une fois l'an avant le 30 juin.

2 L'Assemblée générale peut se réunir de manière extraordinaire :

- a. Dans les cas prévus par les présents statuts ;
- b. Sur demande de 20% des membres de l'association ;
- c. Sur décision du Comité.

Art. 15 : Délais de convocation

1 L'Assemblée générale est convoquée quinze jours au moins à l'avance par le Comité.

2 Les candidatures à l'élection du Comité doivent parvenir par écrit à la Présidence au plus tard trois semaines avant la date de l'Assemblée générale.

Art. 16 : Ordre du jour

1 Sauf disposition contraire des présents statuts, l'ordre du jour et, cas échéant, la liste des personnes candidates aux postes soumis à élection, sont joints à la convocation.

2 L'ordre du jour fait l'objet d'un vote en ouverture de l'Assemblée générale.

3 Un vote décisionnel ne peut intervenir que sur un point mentionné à l'ordre du jour. Tout autre point peut uniquement faire l'objet d'un vote indicatif.

Art. 17 : Procédure de vote

1 L'Assemblée générale est valablement constituée quel que soit le nombre de membres présents.

2 En principe, les décisions sont prises à main levée à la majorité des suffrages exprimés par les membres présents, déduction faite des abstentions.

3 Chaque membre a droit à une voix. Les procurations ne sont pas autorisées.

4 Seuls les membres dont les cotisations sont à jour, y compris celle de l'année en cours, peuvent voter.

5 20% des membres présents peuvent exiger un scrutin à bulletin secret.

6 Les collaboratrices et collaborateurs de l'équipe de travail peuvent participer aux Assemblées générales avec voix consultative.

7 La Présidence ne participe pas aux votes à main levée, sous réserve de l'art. 18 al. 1.

8 Un procès-verbal de l'Assemblée générale est tenu par un secrétaire ou par une personne que désigne le Comité et qui n'est pas la Présidence. Il contient, au moins, toutes les décisions prises. Il est signé par la Présidence et par son auteur.

Art. 18 : Procédure en cas d'égalité

1 En cas d'égalité lors d'un vote, la Présidence tranche.

2 En cas d'égalité lors d'une élection, il est procédé à un tirage au sort.

Art. 19 : Séances en ligne

Lorsque des circonstances extérieures exceptionnelles et indépendantes de l'association rendent objectivement impossible la tenue des séances de l'Assemblée générale avec lieu de réunion physique, ces dernières peuvent être tenues en ligne sans avoir recours à un représentant indépendant, et selon les prescriptions légales en vigueur.

Section 3 : Comité

Art. 20 : Rôle

Le Comité est l'organe directeur de l'association.

Art. 21 : Membres

1 Le Comité se compose de cinq à quinze membres, élus par l'Assemblée générale pour un mandat de 2 ans, répartis de la manière suivante :

- a. Une Présidence, simple ou collégiale.
- b. Un-e Trésorier-ère
- c. De 3 à 13 membres ordinaires

2 Le nombre de mandats dans la même fonction est limité à 5.

3 Il est composé de personnalités représentant entre autres les différentes sensibilités et milieux actifs dans la problématique de la réduction des risques liés à l'usage de substances psychoactives et des domaines proches.

4 Il s'organise librement et désigne notamment parmi ses membres un Bureau composé au moins de la présidence et d'un-e trésorier/ière.

5 En cas de présidence collégiale, le Comité définit un fonctionnement et répartit clairement les rôles et responsabilités entre ses membres. Cette décision doit être formellement décidée et communiquée au personnel.

6 Les membres du Comité siègent *ad personam*.

Art. 22 : Séances

1 Le Comité se réunit aussi souvent que les affaires l'exigent mais en principe une fois par mois sur convocation de la Présidence.

2 Le Comité se réunit en outre sur demande d'un tiers de ses membres.

3 En cas de besoin, le Comité peut inviter toute personne utile aux débats.

Art. 23 : Compétences

1 Le Comité met en œuvre les décisions de l'Assemblée générale.

2 Il définit la mission et les objectifs de l'association en accord avec les statuts.

3 Il vérifie que la politique générale de l'association est respectée.

4 Il supervise la gestion et l'administration de l'association.

5 Il engage et licencie la Direction et définit son cahier des charges.

6 Il approuve le budget annuel.

7 Il adopte le règlement du personnel et la grille salariale.

8 Il peut édicter des règlements internes pour toute question qui ne relève pas des présents statuts.

9 Il assure une surveillance régulière des indicateurs clés de performance de l'association, y compris mais sans s'y limiter, le taux d'absentéisme.

Art. 24 : Mode de prise de décision

1 Le Comité est valablement constitué lorsque la moitié de ses membres sont présents, en ligne ou en personne.

2 Le Comité prend ses décisions à main levée, à la majorité des suffrages exprimés par les membres présents, déduction faite des abstentions.

3 En cas d'égalité des voix, le vote de la présidence de séance compte double.

4 Le Comité peut également statuer par voie de circulation à la majorité absolue.

5 La Direction assiste avec voix consultative aux séances du Comité, sous réserve de huis clos.

6 A la demande du Comité, la Direction peut être accompagnée de membres de l'équipe de travail.

7 Les décisions prises par le Comité sont consignées dans un procès-verbal.

Art. 25 : Remplacement des membres

1 En cas de vacance d'un poste au sein du Comité en raison de démission, d'incapacité, de décès ou pour toute autre raison, une personne remplaçante est nommée par le Comité pour terminer le reste du mandat du membre sortant.

2 La personne remplaçante est élue à la majorité des membres du Comité présent lors de la séance.

3 Cette nomination doit être ratifiée lors de l'Assemblée générale qui suit.

Art. 26 : Conflit d'intérêts

1 Les membres du Comité sont tenus de divulguer tout conflit d'intérêts potentiel.

2 Un conflit d'intérêts survient lorsque le/la membre peut tirer un avantage personnel, direct ou indirect, d'une décision à laquelle il ou elle pourrait contribuer en tant que membre du Comité.

3 Un-e membre du Comité qui a un conflit d'intérêts avec un sujet particulier doit s'abstenir de participer à la discussion et au vote sur ce sujet.

4 Si un-e membre du Comité est incertain-e quant à l'existence d'un conflit d'intérêts, il/elle doit demander l'avis du Comité. La décision du Comité à ce sujet est finale.

5 Toute transaction impliquant l'association et des parties liées doit être conclue aux conditions du marché.

6 Ces transactions doivent être explicitement déclarées dans les états financiers de l'association.

7 Les membres du Comité doivent toujours s'efforcer d'agir dans le meilleur intérêt de l'association, sans permettre à des intérêts personnels de compromettre leur impartialité et leur jugement.

Art. 27 : Indemnisation

1 Les membres du Comité agissent bénévolement et ne peuvent prétendre qu'à l'indemnisation de leurs frais effectifs, de leurs frais de déplacement, et d'éventuels jetons de présence.

2 D'éventuels jetons de présence ne peuvent excéder ceux versés pour des commissions officielles du Canton de Genève.

3 Le montant précis de ces jetons de présence est déterminé par le Comité.

4 Pour les tâches qui excèdent le cadre usuel de la fonction, chaque membre peut recevoir un dédommagement approprié.

5 Ce dédommagement doit être approuvé à la majorité des membres du Comité présent lors de la séance et doit être justifié en termes de charge de travail supplémentaire et de la complexité des tâches effectuées.

Art. 28 : Indépendance des membres

1 Toute situation qui pourrait compromettre l'indépendance d'un membre du Comité doit être signalée immédiatement au Comité.

2 Le Comité doit évaluer la situation et décider de la meilleure manière de procéder afin de préserver l'intégrité et l'indépendance de l'association.

Art. 29 : Le Bureau du Comité

1 Le Bureau facilite le travail du Comité et appuie la Direction dans la gestion opérationnelle.

2 Il se réunit en principe une fois par mois.

3 Il est composé au minimum :

- a. De la Présidence
- b. Du ou de la Trésorier/ère
- c. De la Direction

4 Dans le cadre de son mandat, le Bureau peut s'adjoindre d'autres membres du Comité.

5 En cas de présidence collégiale, le Comité délègue deux de ses membres pour participer au Bureau.

Art. 30 : Tâches du Bureau

1 Le Bureau assure la liaison entre le Comité et la Direction, facilitant ainsi l'échange d'informations et la mise en œuvre des décisions du Comité.

2 Il prépare l'ordre du jour et les séances du Comité.

3 Il préavise les décisions soumises au Comité.

4 Il peut apporter un soutien stratégique et conseiller la Direction entre les réunions du Comité.

5 Dans des situations exceptionnelles, le Bureau peut prendre des décisions provisoires, à condition qu'elles soient soumises à l'approbation du Comité lors de sa prochaine réunion.

Section 4 : Direction

Art. 31 : Composition

La Direction est l'organe administratif de l'association et se compose d'au moins un directeur ou d'une directrice qui dirige son équipe de travail.

Art. 32 : Compétences

La Direction a pour compétences de :

- a. Diriger l'équipe de travail selon son cahier des charges ;
- b. Gérer les tâches déléguées par le Comité et l'en informer régulièrement ;
- c. Exécuter les décisions de l'Assemblée générale et du Comité ;
- d. Administrer les projets de l'association et assurer la gestion des rapports, documentations et contrats y relatifs ;
- e. Organiser les différentes activités ;
- f. Gérer les finances et l'administration de l'association ;
- g. Gérer la liste des membres.

Art. 33 : Equipe de travail

1 L'équipe de travail de l'association est dirigée par son Directeur ou sa Directrice. Il ou elle exécute les projets et activités de l'association tels qu'ils ont été définis ou approuvés par le Comité.

2 L'équipe de travail de l'association est composée des collaboratrices et collaborateurs salarié-e-s ; ils et elles ne peuvent faire partie du Comité ni être membres de l'association.

3 Une commission paritaire est instituée. Elle représente le Comité, la Direction et l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs salarié-e-s pour toutes les questions liées aux conditions de travail. Son fonctionnement fait l'objet d'un règlement spécifique.

Section 5 : Organe de révision

Art. 34 : Rôle

1 L'Assemblée générale désigne un organe de révision externe, et lui confie, selon les cas, soit un contrôle restreint, soit un contrôle ordinaire au sens du Code des obligations suisse et de la réglementation genevoise.

2 L'organe de révision présente un rapport écrit sur les comptes de l'exercice écoulé à chaque Assemblée générale ordinaire.

Art. 35 : Durée du mandat

La durée du mandat est d'un an. La réélection est autorisée, dans les limites définies par les prescriptions légales en vigueur.

Chapitre 4 : Finances

Art. 36 : Ressources

1 Les ressources de l'association sont les suivantes :

- a. Les cotisations des membres ;
- b. Les subventions ;
- c. Les produits d'activités ou de manifestations ;
- d. Les dons et legs.

2 Toutes les ressources de l'association devront être affectées exclusivement à la réalisation de son but non-lucratif.

Art. 37 : Cotisations

1 Le montant des cotisations annuelles, ainsi que d'éventuelles exonérations, sont fixés par l'Assemblée générale sur proposition du Comité.

2 Sous réserve d'un échelonnement du paiement, le montant de la cotisation de l'année en cours est à verser au plus tard lors de l'Assemblée générale ordinaire.

Art. 38 : Comptabilité

1 L'exercice comptable correspond à l'année civile. L'exercice comptable débute le 1er janvier et prend fin le 31 décembre de chaque année.

2 Les comptes sont soumis à l'Assemblée générale dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice.

Art. 39 : Signature

1 L'association est valablement engagée par la signature collective de deux membres du Comité.

2 Le Comité peut déléguer cette compétence pour la gestion courante de l'institution selon une procédure qu'il aura définie.

Chapitre 5 : Dispositions finales

Section 1 : Généralités

Art. 40 : Communications écrites électroniques

Les communications écrites entre l'association et un-e ou plusieurs de ses membres, notamment les convocations aux séances et les dépôts des candidatures, peuvent avoir lieu par courriel.

Art. 41 : Responsabilité

1 Les engagements de l'association sont garantis uniquement par son avoir social.

2 Toute responsabilité financière des membres de l'association est exclue.

Section 2 : Révision des statuts

Art. 42 : Principes et Assemblée générale

1 Les présents statuts peuvent être partiellement modifiés ou totalement révisés par l'Assemblée générale.

2 L'Assemblée générale de modification ou de révision des statuts est convoquée au moins un mois à l'avance.

3 Toute proposition de modification ou de révision est mentionnée à l'ordre du jour et jointe à la convocation.

Art. 43 : Procédure d'amendement

1 Les membres disposent d'un délai pour présenter des amendements à la révision proposée.

2 Le délai est fixé par le Comité en fonction de l'ampleur et de l'urgence de la modification ou de la révision ainsi que du temps nécessaire au Comité pour prendre connaissance des amendements et les préavis.

3 Les amendements reçus et, en principe, préavisés par le Comité sont portés à la connaissance des membres au plus tard 10 jours avant l'Assemblée générale.

Art. 44 : Procédure de vote

1 La proposition de modification partielle des statuts est votée article par article à la majorité de deux tiers des membres présents.

2 La proposition de révision totale des statuts est votée article par article puis dans son ensemble à la majorité de deux tiers des membres présents.

Art. 45 : Dissolution de l'association

1 La décision de dissoudre l'association ne peut être prise que lors d'une Assemblée générale convoquée spécialement à cet effet.

2 La décision de dissoudre est prise à la majorité absolue des membres de l'association.

3 Si une première Assemblée générale ne permet pas de réunir cette majorité, une deuxième Assemblée générale peut être convoquée et la décision de dissoudre être prise à la majorité des deux tiers des membres présents.

4 En cas de dissolution, le solde actif net, après paiements des dettes, sera versé à une institution à but non-lucratif poursuivant un but d'intérêt public analogue à celui de l'association et bénéficiant de l'exonération de l'impôt. En aucun cas, les biens ne pourront retourner aux fondateurs physiques ou aux membres, ni être utilisés à leur profit en tout ou partie et de quelque manière que ce soit.

Chapitre 6 : Dispositions transitoires

Art. 46 : Entrée en vigueur

Les présents statuts remplacent et abrogent toute version antérieure dont celle du 22 avril 2021. Ils entrent en vigueur dès leur adoption par l'Assemblée générale du 26 juin 2024.